



Royaume des Pays-Bas



TERMES DE REFERENCE RECRUTEMENT DE CONSULTANT POUR LE MONTAGE DE FILM ET VIDEOS DOCUMENTAIRES POUR LE PROJET GoLCoS

- Contexte et justification

Depuis ces cinq dernières années, le Burkina Faso fait face à une crise multidimensionnelle marquée par l'accroissement des actes de violence et des conflits divers et leur corollaire de détérioration de l'insécurité et de la cohésion sociale. Les quatre-vingt-cinq (85) collectivités territoriales cibles du projet GoLCoS sont particulièrement impactées par ces crises multiformes qui se caractérisent par :

- des attaques ciblées contre les représentants de l'État, des postes de police, des brigades de gendarmerie, des convois, des infrastructures publiques et des autorités locales ;
- des attaques de représailles contre les personnes soupçonnées d'avoir collaboré avec les FDS, contre les représentants de l'administration locale, les élus locaux, mais aussi contre la population civile, y compris des femmes et des enfants ;
- des enlèvements, des assassinats et des menaces de mort de leaders d'opinion ;
- un accroissement des tensions communautaires parfois instrumentalisées par les forces du mal et de division des populations ;
- la rude mise à l'épreuve du vivre ensemble paisible à travers la stigmatisation de plus en plus visible et préoccupante de certains groupes ethniques ;
- le repli identitaire de certaines couches des communautés de plus en plus inquiétant ;
- l'ébranlement du patriotisme de loin préféré à la recherche du gain individuel facile et immédiat.

Par ailleurs, selon les rapports d'études réalisées par le Pnud, Interpeace, le Labo Citoyenneté, etc., dans les régions affectées par l'insécurité, on note aussi une augmentation de viols et de violences sexuelles contre les femmes, des harcèlements et d'autres formes de violences basées sur le genre (VBG) comme c'est souvent le cas en période d'insécurité.

Les causes de ces conflits sont nombreuses et on peut retenir entre autres : l'intolérance, la haine, la division et le déni de l'État, la mauvaise gouvernance, les rivalités dans l'accès et l'utilisation des ressources naturelles, etc. Quant à leurs conséquences, elles se résument à l'installation des conflits communautaires dans plusieurs des collectivités territoriales cibles du projet. Ainsi, on dénombre entre autres :

- des affrontements impliquant des groupes d'autodéfense tels les Koglweogo et les Volontaires pour la Défense de la Patrie (VDP) ;
- des affrontements entre agriculteurs et éleveurs d'une part, et, d'autre part, entre autochtones et migrants pour le contrôle dans l'accès et l'utilisation des espaces utiles à la conduite des activités agro-sylvo-pastorales ;
- des affrontements entre les populations et les exploitants miniers sur des questions non résolues de transparence dans les procédures d'expropriation des terres d'une part, et, d'autre part, la concurrence entre les populations et les sociétés minières dans la conduite des activités artisanales d'extraction de l'or (orpaillage) ;
- des rivalités entre les acteurs politiques locaux pour le contrôle des pouvoirs politiques et économiques ;
- des affrontements entre des citoyens des collectivités territoriales cibles ayant pris des armes contre leurs sœurs et frères des mêmes localités et qui ont engendré des situations de stigmatisation et de replis communautaires.

Tous ces facteurs ont contribué à la détérioration de la cohésion sociale et à la remise en cause des principes de vivre paisible ensemble dans plus du tiers des collectivités territoriales cibles. Ils ont également mis à rude épreuve les systèmes de production agro-sylvo-pastorale telles les innovations en matière d'intensification des exploitations agricoles et d'élevage, le pastoralisme

avec de moins en moins la mobilité des animaux et des éleveurs, les difficultés d'accès aux zones pastorales aménagées, etc.

Par ailleurs, ces conflits sont également à la base du climat de méfiance entre les autorités locales et les populations et représentent une menace supplémentaire contre la cohésion sociale. Cette crise de confiance est également accentuée par les insuffisances des stratégies de développement passées, mises en œuvre par le gouvernement, qui ont donné l'impression aux populations de certaines régions du pays du Sahel, du Nord et de l'Est qu'elles sont abandonnées à leur sort par l'État.

Des analyses faites et des expériences vécues, il ressort clairement que les seules réponses militaires et/ou matérielles ne sauraient, à elles seules, éradiquer toutes ces crises en cours dans les différentes collectivités territoriales cibles du projet. Les réponses et les stratégies à mettre en œuvre doivent s'inscrire dans une approche communautaire endogène et conformément aux spécificités de chaque localité et des acteurs en présence.

Pour atteindre de tels résultats, un certain nombre de défis doivent être relevés dans les collectivités territoriales cibles du projet. Ce sont :

- la sécurisation des populations et la réduction des attaques terroristes,
- la réduction des cas d'extrémismes violents et la gestion des conflits ;
- le renforcement des capacités techniques et opérationnelles des structures endogènes et des acteurs locaux en charge de la promotion de la cohésion sociale ;
- la co-construction de la sécurité communautaire et la lutte contre la corruption ;
- la prise en compte effective de la prévention de la radicalisation de l'extrémisme violent dans les politiques et les stratégies locales de développement ;
- le renforcement de la résilience de tous les acteurs pour leur engagement durable pour la prévention de la radicalisation de l'extrémisme violent ;
- la promotion de la bonne gouvernance locale ;
- la conception et la mise à disposition d'un système d'analyse de conflits et d'indexe de cohésion sociale à l'ensemble des acteurs pour la prévention des conflits ;

C'est dans le but de relever ces défis et de poursuivre les résultats attendus du projet, notamment le résultat n°7 sur la mise à disposition d'un système d'analyse de conflits et d'indexe de cohésion sociale à l'ensemble des partenaires (gouvernement, collectivités territoriales, PTF, population, etc.) que le PNUD à travers le projet GoLCoS en collaboration avec le gouvernement a organisé une étude d'analyse participative des conflits dans chacune des 64 sur 85 communes d'intervention du projet. Les résultats de ces études contribueront à prévenir les conflits et à renforcer la cohésion sociale dans les collectivités territoriales cibles. Pour une meilleure visibilité et vulgarisation des résultats du projet, le projet a adopté comme stratégie de dissémination de réaliser des films et vidéos documentaires, d'où les présent termes de référence.

Le montage de film et vidéos documentaires apparaît pour le projet comme une étape importante dans la valorisation du processus de construction d'un système d'analyse des conflits et d'un indexe de cohésion sociale puisque s'inscrivant dans une démarche inclusive de co-construction dudit système.

I. Objectifs

II.1 Objectif général

L'objectif général est de monter des films et réaliser vidéos documentaires sur l'analyse des dynamiques conflictuelle dans les zones de concentration du projet ainsi que les résultats atteints dans la mise en œuvre des activités.

II.2 Objectifs spécifiques

De façon spécifique, il s'agira de :

- proposer deux scripts du film pour validation (un script pour le film sur les dynamiques conflictuelles et un script pour les résultats du projet GoLCoS).
- monter un film de 8 minutes facile à comprendre et illustré des résultats sur les dynamiques conflictuelles dans les zones de concentration du projet.
- réaliser 2 vidéos de 3 à 5 minutes qui présentent les dynamiques conflictuelles dans les régions du projet (3 régions par vidéo)
- réaliser une vidéo de 13 minutes maximum sur les résultats engrangés par le projet
- Une vidéo format vertical 9/16
- Une fiche infographique présentant les résultats

II. Les résultats attendus

À l'issue de la prestation, les résultats suivants devraient être obtenus :

- deux narratifs.
- un film documentaire de 8 minutes illustrant les résultats sur les dynamiques conflictuelles dans les zones de concentration du projet.
- deux (2) capsules sont disponibles sur la dynamique des conflits.
- un film documentaire de 10 minutes maximum sur les résultats du projet
- une vidéo format vertical 9/16 est disponible
- une fiche infographique présentant les résultats est disponible

III. Modalités de réalisation

Le PNUD choisira un prestataire de services qualifié dans la production de films documentaires. Pendant toute la durée de montage des films, la réalisation des capsules vidéo et de la fiche infographique, la société de production retenue travaillera en étroite collaboration avec la chargée de communication et l'équipe du projet GoLCoS qui fourniront les vidéos, images et informations déjà collectées sur le terrain.

Préparation des équipes : les termes de référence et les échanges avec l'équipe projet devront permettre le cadrage du film documentaire ; la société de production proposera un synopsis orienté « résultats de l'analyse ».

- Préparation
- Intégration de graphiques et schémas en animations flash
- Dérushage
- Montage
- Mixage et étalonnage

- Finalisation de la version
- Envois des produits finaux
- Langues
- Copyright

IV. Les produits attendus ou livrables

- Deux narratifs
- Un film de 8 minutes et des capsules vidéos en format broadcast zones de concentration du projet sur la dynamique des conflits.
- Un film de 10 minutes maximum sur les résultats engrangés par le projet
- Une fiche infographique présentant les résultats
- Une vidéo format vertical 9/16
- Une copie des films en format DVD
- Une version électronique allégée du film et des capsules pour utilisation web.

V. Profils et compétences du prestataire

- Avoir un niveau d'études de BAC+3 minimum ;
- Expérience avérée dans la communication/réalisation de films sur le développement
- Expérience dans l'animation de contenus vidéos
- Expérience dans le montage de film vertical 9/16
- Avoir une bonne connaissance des exigences du Système des Nations Unies et/ou avoir travaillé avec le PNUD;
- avoir une bonne capacité de communication et de rédaction en français ;

VI. Dossiers de candidature et critères de sélection

Les dossiers de candidature devront comprendre deux (02) propositions séparées : une offre technique et une offre financière.

Proposition technique

L'offre technique doit comprendre les éléments ci-après :

- la lettre de manifestation d'intérêt ;
- l'analyse et la compréhension des termes de référence ;
- la méthodologie de travail ;
- le chronogramme d'exécution de la mission ;
- les curricula vitae actualisés et signés ;
- les photocopies des diplômes ;
- les attestations de travaux similaires ou toute documentation utile pouvant démontrer les capacités du bureau d'étude ;
- 02 personnes de références.

Proposition financière

Le consultant doit soumettre sous pli fermé, une proposition financière détaillée pour l'exécution de cette activité.

Dépôt des dossiers

Les consultants intéressés doivent transmettre leurs offres avec en objet « **Recrutement de consultant pour le montage de film et vidéos documentaires pour le projet GoLCoS** ».

Évaluation des offres

La sélection sera faite sur la base des critères suivants notés sur 100 comme suit :

Critères	Notes/100
Niveau d'études de BAC+3 minimum ;	15
Expérience avérée dans la communication/réalisation de films sur le développement	10
Expérience dans l'animation de contenus vidéos	15
Expérience dans le montage de film vertical 9/16	20
Référence dans les missions similaires avec le Système des Nations Unies et/ou avec le PNUD	20
Compréhension de la mission	10
Pertinence de la méthodologie	10
Total	100

Seules les candidatures dont l'offre technique aura obtenu une note au moins égale à 70 points sur le total des 100 points, seront retenues pour une analyse financière.

La méthode d'évaluation qui sera utilisée est celle du meilleur rapport qualité/prix (score combiné). Il sera tenu compte des qualifications des bureaux d'étude et leur proposition financière avec un score d'au moins 30 % pour l'offre financière.

VII. Chronogramme

La mission va se dérouler dans la période d'août à octobre 2022. La facturation et les paiements se feront sur la base des livrables suivants :

Livrables	Pourcentages
<ul style="list-style-type: none">• Deux narratifs.• Un film de 8 minutes, 2 capsules sur la dynamique des conflits dans les zones de concentration du projet sur la dynamique des conflits.	40 %
<ul style="list-style-type: none">• Un film de moins de 10 minutes sur les résultats engrangés par le projet• Une fiche infographique présentant les résultats	40%
<ul style="list-style-type: none">• Une vidéo format vertical 9/16• Une copie des films en format DVD• Une version électronique allégée du film et des capsules pour utilisation web.	20%

